

profiter, surtout dans les secteurs des services d'exploitation et d'entretien, de l'éducation, des soins de santé, de l'agriculture, de même que dans le secteur des pièces d'automobiles.

La participation de l'Arabie Saoudite à Expo 86, dont le pavillon a connu un grand succès, et la visite du ministre saoudien des Postes, Téléphones et Télégraphes, M. Kayyal, sont venues souligner le resserrement de nos liens bilatéraux avec ce pays comme avec nos autres partenaires du Moyen-Orient.

Sur le plan de l'investissement, les pays du Moyen-Orient ont manifesté un intérêt accru pour le Canada, effectuant d'importants mouvements de capitaux et des investissements directs. La conférence sur les débouchés au Canada, qui a attiré plus d'une centaine d'entrepreneurs du Moyen-Orient, a stimulé encore davantage cet intérêt, et cette tendance devrait se poursuivre.

Le Canada présente aussi un plus grand attrait pour les gens d'affaires du Moyen-Orient au niveau de l'immigration. En 1986, plus de 200 emplois ont été créés par 77 entrepreneurs de cette région, qui ont apporté 34,195 millions de dollars au Canada. Au cours des neuf premiers mois de 1986, 266 entrepreneurs du Moyen-Orient ont été admis au pays, ce qui équivaut à un accroissement de 57 % par rapport à la même période en 1985. La contribution du Moyen-Orient au total de l'immigration d'entrepreneurs est passée de 10 % en 1985 à 14 % en 1986.

Même si l'ambassade d'Abu Dhabi a dû fermer ses portes en raison des restrictions financières, notre ambassade au Koweït continue d'assurer ces services et a donc augmenté ses effectifs commerciaux. Des visites régulières de nos délégués commerciaux et un programme dynamique de foires et missions nous permettront de conserver notre place sur le marché du Moyen-Orient.

M. Yitzak Shamir est devenu premier ministre d'Israël en octobre 1986, conformément à l'accord de 1984 sur le gouvernement d'unité nationale. Son prédécesseur, M. Shimon Peres, avait effectué une visite très fructueuse au Canada en septembre de la même année. En outre, le ministre de l'Éducation et de la Culture, M. Yitzak Navon, et le président de la Commission des relations extérieures de la Knesset, M. Abba Eban, ont aussi séjourné au Canada au cours de l'année.

Le conflit intérieur s'est aggravé au Liban en 1986, aboutissant à la « guerre des camps » qui a vu les réfugiés palestiniens assiégés par les miliciens d'Amal dans leurs camps de Beyrouth-Ouest et du Sud-Liban. Cette situation a amené le Canada à accroître les secours qu'il offre par l'entremise d'organisations internationales et non gouvernementales pour venir en aide aux populations civiles les plus durement touchées. Des démarches ont été faites auprès des personnes les mieux placées pour obtenir la levée du siège et permettre aux secours d'atteindre les camps.

En signe de protestation contre l'implication de responsables syriens dans la tentative de sabotage d'un avion civil à l'aéroport de Heathrow (telle que prouvée par les autorités du Royaume-Uni), le Canada a rappelé son ambassadeur à Damas. Celui-ci est reparti pour la Syrie au début de 1987, porteur d'un message sévère concernant le terrorisme.

Le Canada a continué d'appuyer vigoureusement les efforts internationaux en vue d'encourager un règlement pacifique, par le biais de négociations, du conflit entre l'Iran et l'Iraq. À cette fin, le gouvernement canadien a maintenu son embargo sur les ventes d'armes aux belligérants, exprimé son inquiétude à l'égard de l'emploi d'armes chimiques, et exhorté à diverses reprises les deux parties à entrevoir des mesures de conciliation et à respecter le droit international humanitaire.

Amérique latine et Antilles

Les relations entre le Canada et les pays de cette région ont porté sur des sujets très variés. La démocratie a progressé de façon soutenue dans cette région et celle-ci a connu une unité et une cohésion plus grandes. En dépit de cette tendance positive, toutefois, nombre de pays ont continué d'être affligés par divers problèmes économiques et sociaux, dont une dette énorme, le chômage, la chute du prix des produits de base et l'inflation. L'expansion de l'industrie des stupéfiants a par ailleurs posé un défi réel à certains gouvernements, comme les activités de divers groupes terroristes et de guérilleros. La tension politique et le conflit armé en Amérique centrale ont de nouveau semé l'inquiétude.

Le fardeau de la dette extérieure a continué de menacer la stabilité économique et politique de plusieurs pays de cette région, et cette question a été largement débattue lors de réunions bilatérales et au sein d'instances internationales. À ce titre, il convient de souligner la conférence ministérielle extraordinaire tenue à Mexico en janvier 1987, sous l'égide de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Antilles, qui a centré son attention sur le lien important entre la dette et le développement économique.

Malgré de graves difficultés économiques, plusieurs pays ont montré des signes de reprise au cours de l'année financière en question, certains ayant même vu leurs importations s'accroître. En 1986, les exportations du Canada en Amérique centrale se sont chiffrées à 3,01 milliards de dollars, soit une augmentation de près de 10 % par rapport à 1985. Les importations sont par ailleurs passées de 4,57 milliards à 3,98 milliards, cette baisse étant principalement attribuable à la chute des prix du pétrole. Les relations commerciales avec la région devraient continuer de prendre de l'expansion.

Le Canada a continué de contribuer au développement économique et social de la région par le biais de programmes administrés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), et en prenant part aux activités d'organisations régionales multilatérales telles que la Communauté et le marché commun des Caraïbes (CARICOM), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPAS) et l'Institut interaméricain de coopération agricole (IICA). Le Canada a en outre fourni une aide par le biais d'institutions régionales de prêts comme la Banque interaméricaine de développement et la Banque de développement des Caraïbes. Nombre d'organismes non gouvernementaux ont également pris part à des programmes de développement communautaires.